



DECLARATION LIMINAIRE au CTL du 25 mai 2016

Madame la Présidente,

Depuis maintenant plusieurs semaines, le gouvernement reste sourd aux revendications du privé comme du public. Pire, il met en œuvre les conditions d'un passage en force de la loi El Khomri, comme il l'a déjà fait sur le protocole PPCR.

En matière de surdité aux revendications et au désarroi des personnels, la DGFIP ne fait pas exception dans le paysage. Au contraire, les réformes en tout genre s'accroissent au mépris des besoins des usagers comme des conditions de travail des agents. En conséquence, la DGFIP, ne fait pas non plus exception dans les tensions sociales. Dans les départements, des actions de grève sont en cours, en protestation contre les fusions, les restructurations, les fermetures de services et les suppressions d'emplois.

L'ordre du jour du CTL programmé aujourd'hui est particulièrement révélateur de ce point de vue : **rien de ce qui est à l'ordre du jour n'est en rapport avec les problèmes des agents**, le DUERP et le PAP ne répondent pas aux premiers maux des agents, celui de la baisse drastique des effectifs, aux restructurations permanentes et à la diminution du nombre de poste.

Vous proposez au débat de ce CTL l'expérimentation de caisse sans numéraire qui a déjà soulevé, lors de sa présentation, de très nombreuses questions auxquelles vous n'apportez toujours pas de réponses, au vu de la fiche préparatoire transmise.

Quelles que soient les restructurations, fusions, suppressions de services que la direction a présentées dans notre département au fil des CTL à un rythme effréné depuis 2015, force est de constater sur cette période que malgré les remarques, les questionnements, les propositions, voire l'opposition des élus du personnel, tout est mis en œuvre, la plupart du temps sans qu'il n'en soit changé une virgule (et les exemples sont nombreux : fermeture de la caisse et de l'accueil rue des Mazières, fusion des RAN d'Evry et Corbeil, mise en place des PCRPs, restructuration des CDIF d'Etampes et Corbeil.... cette liste n'est malheureusement pas exhaustive).

Le dialogue social ne se résume pas à une pseudo concertation qui manifestement n'emporte pas le moindre infléchissement de la part de la direction sur tous ses projets.

Les élus FO-DGFIP, CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques de l'Essonne, représentants du personnel, n'acceptent pas de servir de faire valoir à un dialogue social de pure façade, qui ne répond à aucun moment aux préoccupations des agents.

Comme vous l'avez compris, nous n'avons pas l'intention de siéger aujourd'hui.

Nous compléterons cette déclaration par quelques observations.

La première sur la dernière trouvaille pour démotiver le personnel chargé de l'accueil. En effet, commencer à négocier sur la prime d'accueil montre l'état d'esprit de nos dirigeants surtout quand on sait le montant de leur prime à eux et qui ne peuvent qu'attiser les tensions dans le réseau.

L'annonce faite en priorité à la presse concernant la fermeture de l'accueil libre du public entraînera DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, marquera LA FIN D'UNE MISSION ESSENTIELLE DE SERVICE PUBLIC, pour faire des économies, satisfaire au discours anti-fonctionnaire et rassurer les élites. Nous ne partageons résolument pas votre vision du service public et nous nous opposons à toutes ces restructurations qui ne répondent pas aux services devant être rendus aux usagers. Mais là aussi nous sommes dans le double langage puisque dans les lignes directrices de la DGFIP la fermeture est transformée en des horaires d'ouverture au public.

Enfin, nous vous demandons expressément de ne plus convoquer de comité ou commission le mercredi, jour de temps partiels qui ne permet pas à tous les élus de siéger, ou au moment d'échéances, ce sont les jours ou les agents siégeant sont le plus indispensable dans leur service.

Evry le 25 mai 2016